



Action Sécurité Éthique Républicaines

Première Intervention – 11^{ème} Conférence des États parties au traité sur le commerce des armes

Genève le 26 aout 2025

Objet de l'intervention : Débat général

Monsieur le Président.

Mesdames et messieurs les délégué·e·s,

Monsieur le Président Action Sécurité Éthique Républicaines tient à vous féliciter pour l'organisation de cette conférence. Nos félicitations vont aussi au travail du Secrétariat qui nous permet chaque année de rappeler aux États parties leurs obligations devant le Traité sur le commerce des armes (TCA).

Car ces obligations sont malheureusement toujours ignorées : En Palestine par exemple où, malgré les alertes répétées de la Cour Internationale de Justice, des Nations unies – dont sa rapporteuse spéciale sur les territoires occupés – Francesca Albanese, des ONGs, nous sommes toujours en face d'un véritable génocide orchestré méthodiquement par le gouvernement israélien.

Mais ce génocide à Gaza et les crimes contre l'humanité dans les territoires occupés ne seraient pas possibles sans la complicité des gouvernements, notamment, d'Allemagne, d'Australie, des États-Unis, de France, de Grande Bretagne et d'Italie... qui, « en pleine connaissance », continuent de transférer du matériel de guerre, dont les armes légères et de petits calibres vers Israël.

Vous avez bien entendu Monsieur le Président, les gouvernements de France et d'Allemagne, ceux-là même qui coordonnent le programme d'appui au TCA. Quelle ironie de l'histoire...

Et quel peut être alors l'espoir des peuples des Nations unies, corps et cœur de la Charte des NU, vivant quotidiennement sous la violence ou la menace de la violence armée quand les principaux exportateurs de matériel de guerre violent « en pleine connaissance de cette tragédie » les paragraphes 2 et 3 de l'article 6 du TCA.

Et les crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Soudan, au Soudan du sud, en Afrique du sud, en Amérique latine, en Éthiopie, en Haïti, en Jamaïque, au Myanmar, en Libye, dans les pays du Sahel, en Somalie, en Ukraine, au Yémen...

Ces peuples des Nations ne pensent-ils pas que le vers est dans le fruit ?

Monsieur le Président, j'observe depuis des décennies cette rupture profonde entre le déclaratif des gouvernements et une véritable application, non discriminatoire, du droit international des droits de l'Homme et du droit humanitaire. Et pourtant comme Sisyphe, chaque année nous, représentant de la société civile, nous tentons de remonter ce rocher en haut de la montagne quand parfois la lumière vient.

Nous voulons saluer ici le courageux travail des gouvernements comme l'Afrique du Sud, la Belgique, le Belize, la Bolivie, l'Espagne, l'Irlande qui ont eu le courage de porter le génocide à Gaza devant la plus haute cour internationale de justice des Nations unies.

Mais c'est aussi ici que nous avons besoin de vous Monsieur le Président pour sortir de ce chaos du monde.

Merci à vous